



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

# COMITÉ DE L'AGRICULTURE

## Vingt-septième session

28 septembre - 2 octobre 2020

## Transformation agricole et agenda alimentaire urbain

### Résumé

À l'heure actuelle, 55 pour cent de la population mondiale vit en zone urbaine et 85 pour cent réside dans un centre urbain d'au moins 50 000 habitants ou à moins de 3 heures de celui-ci. La population urbaine devrait atteindre 68 pour cent d'ici à 2050, et 90 pour cent de cette augmentation concernera les zones urbaines des pays à faible revenu. En 2035, ce sont les villes de moins de 300 000 habitants qui accueilleront la part de population la plus élevée, soit 2,08 milliards de personnes (37 pour cent de la population urbaine de la planète). D'autre part, près de 75 à 85 pour cent des habitants des zones rurales (entre 2,5 et 2,8 milliards de personnes) vivront à proximité des zones urbaines. Il s'ensuit que le continuum, ou l'interface, entre zones rurales et petites villes représentera environ 4,9 milliards de personnes, c'est-à-dire 57 pour cent de la population mondiale, dont une proportion élevée de personnes vivant dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Le développement de systèmes alimentaires durables dans ces «territoires fonctionnels» est de nature à faire reculer durablement la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Le présent document se propose d'examiner la nouvelle réalité qui caractérise les liens entre zones rurales et zones urbaines et la manière dont les villes de petite taille et de taille moyenne contribuent à façonner les systèmes agricoles et alimentaires sous l'angle des «territoires fonctionnels». Le Cadre d'action de la FAO pour l'agenda alimentaire urbain y sera également présenté comme point de départ à partir duquel l'Organisation pourrait faciliter et intensifier les activités liées aux politiques, à la planification, à la gouvernance et aux systèmes alimentaires dans ces territoires fonctionnels.

### Suite que le Comité est invité à donner

Le Comité est invité à:

- reconnaître que l'agenda alimentaire urbain de la FAO devrait faire une plus grande place aux villes de petite taille et de taille moyenne étant donné qu'elles jouent un rôle majeur en catalysant les dynamiques territoriales fonctionnelles en faveur d'une transformation agricole durable;
- reconnaître que les autorités infranationales et locales peuvent contribuer de façon déterminante à créer un agenda alimentaire urbain dynamique pour atteindre l'objectif de développement durable (ODD) 2 et bien d'autres ODD;
- faire campagne pour que l'agenda alimentaire urbain (élargi) soit incorporé à des initiatives menées par la FAO, telles que l'Initiative Main dans la main, le programme en faveur du développement des villes vertes et le processus préparatoire au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires qui se tiendra en 2021;

- demander à la FAO d'épauler les gouvernements dans le cadre de l'adoption de l'agenda alimentaire urbain et de renforcer la coordination multipartite entre les autorités nationales et les autorités locales/urbaines pour rendre les systèmes alimentaires plus productifs et accélérer leur transformation;
- encourager la FAO à approfondir la collaboration interinstitutions et les partenariats avec des parties prenantes d'horizons divers à l'appui de l'agenda alimentaire urbain.

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:*

M. Jamie Morrison  
Directeur  
Division des systèmes alimentaires et de la sécurité sanitaire des aliments  
Tél.: +39 06 5705 6251

## I. Introduction: Transformation structurelle et urbanisation

1. À l'heure actuelle, 55 pour cent de la population mondiale vit en zone urbaine et 85 pour cent réside dans un centre urbain d'au moins 50 000 habitants ou à moins de 3 heures de celui-ci. La population urbaine devrait atteindre 68 pour cent d'ici à 2050, et plus de 90 pour cent de cette augmentation concernera les zones urbaines des pays à faible revenu, notamment en Afrique et en Asie. L'urbanisation et la place toujours plus grande occupée par les villes dans les économies nationales s'inscrivent dans un processus plus global de transformation structurelle qui concourt de façon déterminante à forger les sociétés et les économies.
2. La transformation structurelle peut être présentée comme une nouvelle répartition des activités économiques entre les grands secteurs (agriculture, industrie manufacturière et services<sup>1</sup>); c'est l'une des composantes principales de la croissance économique actuelle<sup>2,3</sup>. La transformation agricole, qui va de pair avec l'abandon de l'agriculture de subsistance au profit de systèmes de production commerciaux hautement spécialisés, est un des éléments clés de la transformation structurelle. Les innovations en matière de technologie et de gestion se sont traduites par une hausse de la productivité agricole qui a certes fait baisser les prix des aliments, mais qui a aussi engendré une réorientation d'une partie de la main-d'œuvre agricole vers le secteur manufacturier et les services en milieu urbain<sup>4,5</sup>. Les changements structurels déterminent l'organisation des systèmes alimentaires qui assurent la transformation et le transport des denrées alimentaires ainsi que leur distribution aux consommateurs urbains et ruraux.
3. Jusqu'ici, les transformations réussies ont été déclenchées par la croissance de la productivité agricole et se sont accompagnées d'une élévation considérable du revenu par habitant et d'un recul de la pauvreté et de la faim. Pourtant, dans beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud (entre autres), l'absence de croissance fructueuse de la productivité dans l'agriculture et le secteur manufacturier et l'urbanisation rapide ont «obligé» les pauvres qui pratiquaient une agriculture et des activités rurales à faible productivité à se tourner vers les services informels à faible productivité dans les zones urbaines. On assiste dès lors à des déplacements de la pauvreté des zones rurales vers les zones urbaines, sans que cela ne donne lieu à une diminution de la pauvreté dans son ensemble<sup>6</sup>.
4. Aujourd'hui, les villes consomment déjà environ 70 pour cent de l'offre alimentaire au plan mondial. Les régimes alimentaires des populations qui y vivent reposent généralement sur une base toujours plus réduite de céréales de base et sur une consommation plus élevée d'aliments d'origine animale, de graisses, de sel, de sucre et de produits transformés. L'obésité et le surpoids touchent aussi bien les couches aisées que les habitants pauvres des zones urbaines, lesquels consomment des aliments transformés peu coûteux qui sont riches en calories et présentent une faible valeur nutritionnelle. L'expansion urbaine se fait souvent au détriment des ressources naturelles ainsi que des espaces verts (déforestation) et des services écosystémiques qu'ils offrent (biodiversité).
5. Étant donné que les zones urbaines comptent pour une part importante de la consommation alimentaire totale, les évolutions que connaissent les régimes alimentaires et la demande d'aliments en milieu urbain peuvent amener des changements positifs à tous les niveaux du système alimentaire. Les villes, et en particulier les villes de petite taille et de taille moyenne, peuvent contribuer de manière déterminante à faciliter une transformation inclusive et durable de l'agriculture en exploitant les liens avec les espaces ruraux qui les entourent (territoire fonctionnel), et à relever les grands défis sociaux,

---

<sup>1</sup> Herrendorf, B., Rogerson, R. et Valentinyi, A. 2013. *Growth and Structural Transformation*. Document de travail n° 18996. National Bureau of Economic Research.

<sup>2</sup> Kuznets, S. 1973. «Modern Economic Growth: Findings and Reflections». *American Economic Review*, 63, troisième numéro, p. 247-258.

<sup>3</sup> Gollin, D., Jedwab, R. et Vollrath, D. 2016. «Urbanization with and without industrialization». *Journal Economic Growth* 21, p. 35-70 (en ligne). <https://doi.org/10.1007/s10887-015-9121-4>.

<sup>4</sup> C. Timmer, Peter. 2014. *Managing Structural Transformation: A Political Economy Approach*. WIDER Annual Lecture 018, Helsinki: UNU-WIDER.

<sup>5</sup> Christiaensen, L. et Martin, W. 2018. «Agriculture, structural transformation and poverty reduction: Eight new insights». *World Development*, volume 109, p. 413-416. Rubrique spéciale: «Agricultural Growth and Poverty Reduction» (en ligne) <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.05.027>.

<sup>6</sup> Ravallion, C. et Sangraula. 2007. «New evidence on the urbanization of global poverty». *Population and Development Review*, 33(4), p. 667-701.

économique et environnementaux. Dans ce contexte, les mesures de politique générale peuvent jouer un rôle décisif en aidant ces territoires fonctionnels à améliorer les moyens d'existence et à accroître la résilience des populations et des systèmes agroalimentaires.

6. Le présent document se propose d'examiner les nouvelles réalités qui caractérisent les liens entre zones rurales et zones urbaines et la manière dont les villes de petite taille et de taille moyenne contribuent à façonner les systèmes agricoles et alimentaires sous l'angle des «territoires fonctionnels». Le Cadre d'action de la FAO pour l'agenda alimentaire urbain y sera également présenté comme point de départ à partir duquel l'Organisation pourrait faciliter et intensifier les activités liées aux politiques, à la planification, à la gouvernance et aux systèmes alimentaires dans les territoires fonctionnels.

## II. Quand la croissance urbaine se heurte aux difficultés des zones rurales

7. Les interactions entre les transformations structurelles et spatiales qui s'opèrent sont très variées. Si, dans certains pays, les changements structurels s'accompagnent d'une croissance rapide des mégapoles (en Corée du Sud et aux Philippines, par exemple), ils entraînent, dans d'autres pays, une croissance des villes secondaires et des villes rurales (en Thaïlande, par exemple)<sup>7,8</sup>.

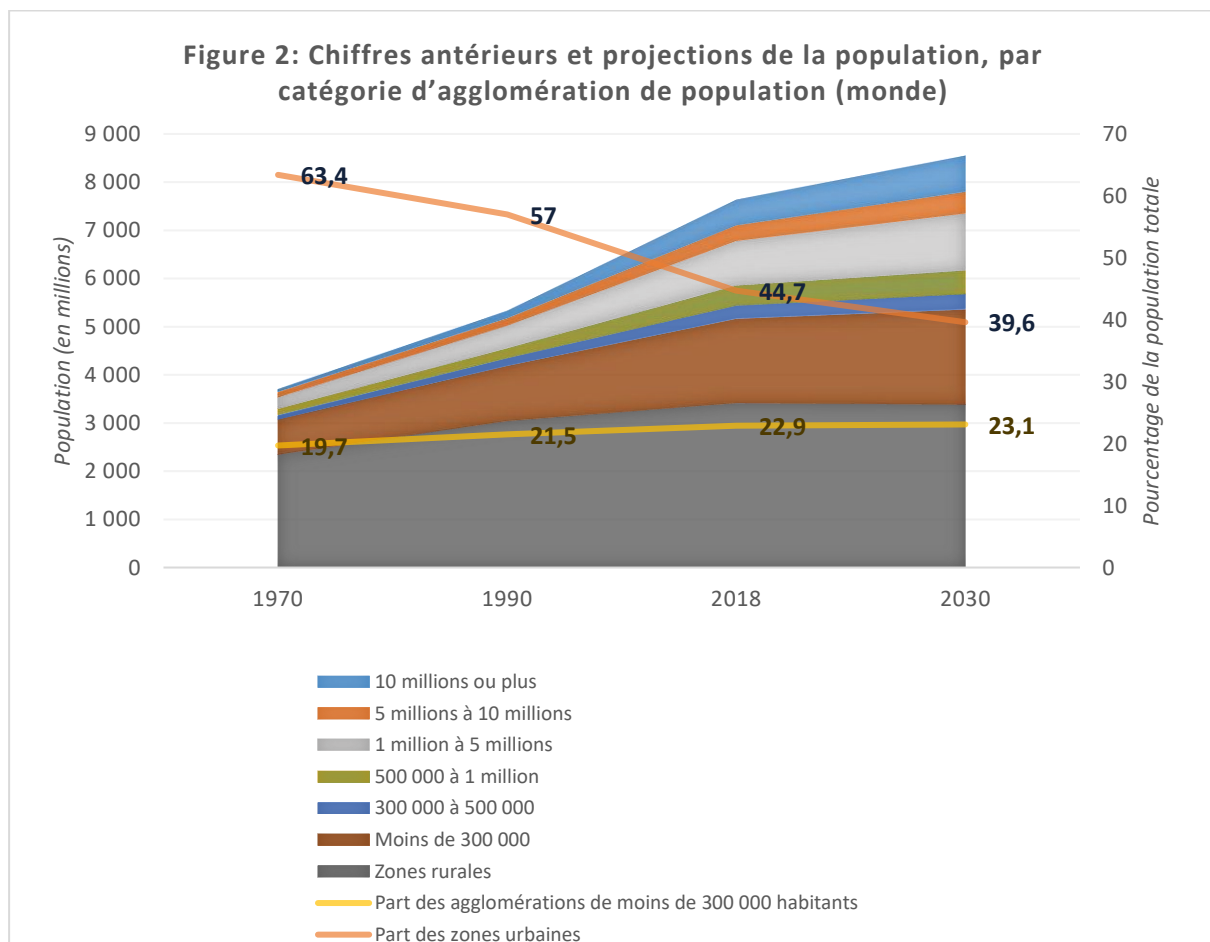
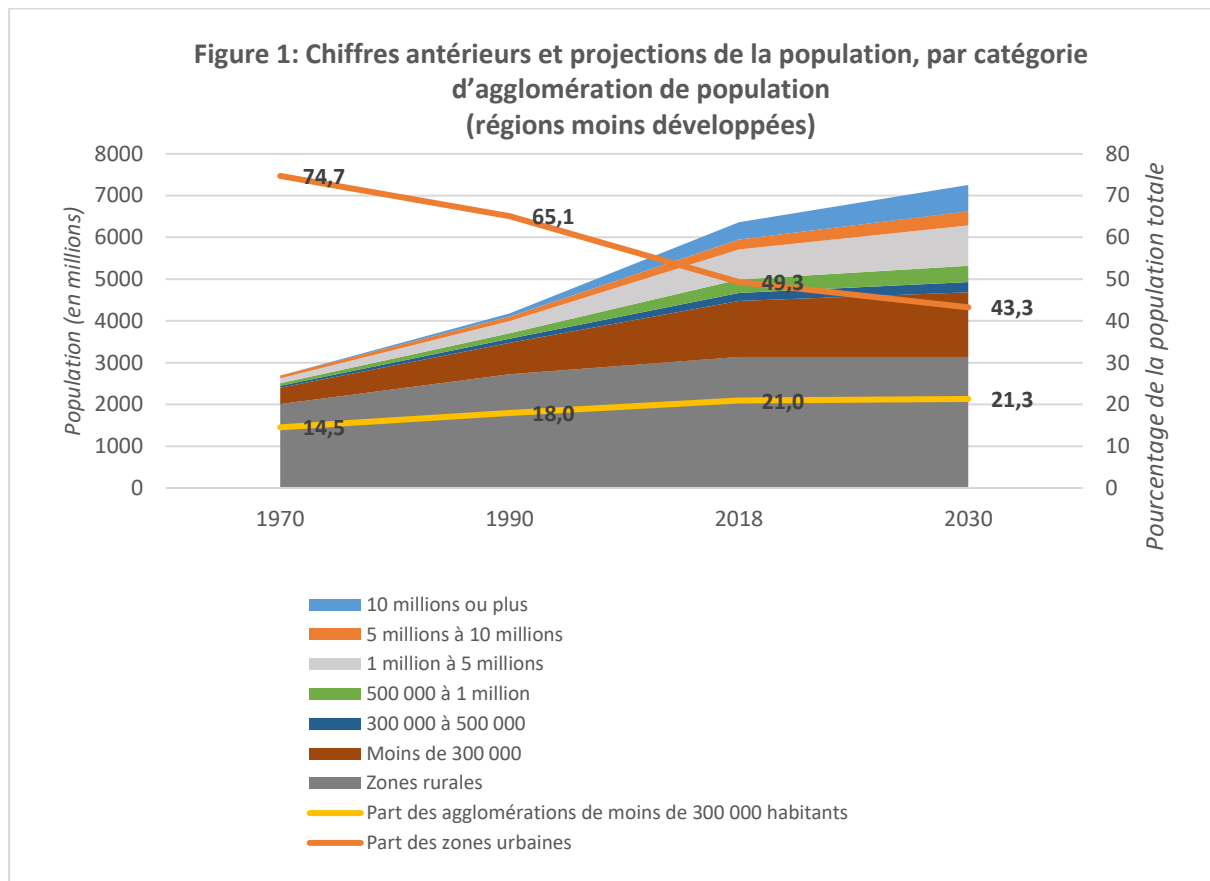
8. Près de la moitié des habitants des zones urbaines dans le monde vit dans des agglomérations de moins de 500 000 habitants, tandis que 41 pour cent d'entre eux résident dans des agglomérations de moins de 300 000 habitants. Une personne sur huit (12,5 pour cent) en milieu urbain vit dans 33 mégapoles de plus de 10 millions d'habitants. Si une partie des populations rurales des régions en développement vit dans l'arrière-pays rural (c'est-à-dire dans des zones reculées et peu peuplées), la plupart d'entre elles habitent à proximité d'un centre urbain (près de 75 à 85 pour cent de la population rurale mondiale, soit 2,5 milliards à 2,8 milliards de personnes). En 2030, ce sont les villes de moins de 300 000 habitants qui accueilleront la part de population la plus élevée, soit 2,08 milliards de personnes (37 pour cent de la population urbaine de la planète). En examinant les points d'interaction entre les zones rurales et les petites agglomérations urbaines, on constate que le continuum, ou l'interface, entre milieu rural et petites villes représentera quelque 4,9 milliards de personnes, soit 57 pour cent de la population mondiale<sup>9</sup>, comme on peut le voir dans l'encadré 1 et les figures 1 et 2.

9. Alors que les populations rurales comptent aujourd'hui pour 45,3 pour cent de la population mondiale, elles représentent près de 70 pour cent des pauvres dans le monde. La majorité des 588 millions de pauvres ruraux vit à proximité d'un centre urbain. D'après des études de la Banque mondiale, les taux de pauvreté sont plus élevés dans les villes de plus petite taille que dans les grandes villes. Au Brésil, 56 pour cent des pauvres vivent dans des villes de petite taille et de taille moyenne et 15 pour cent dans des grandes villes; ces proportions sont de 10 pour cent contre 8 pour cent au Kenya, de 15 pour cent contre 1 pour cent en Thaïlande, et de 41 pour cent contre 1 pour cent au Kazakhstan. En Inde, le taux de pauvreté est deux fois plus élevé dans les petites villes de moins de 50 000 habitants que dans les villes d'un million d'habitants ou plus.

<sup>7</sup> Christiaensen, L. et Todo, Y. 2014. «Poverty Reduction During the Rural–Urban Transformation – The Role of the Missing Middle», *World Development*, novembre 2014, p. 43-58. <https://linkinghub.elsevier.com/retrieve/pii/S0305750X13002143>.

<sup>8</sup> Otsuka, K. 2007. «The rural industrial transition in East Asia: Influences and implications», dans S. Haggblade, P. Hazell, et T. Reardon (dir. pub.), *Transforming the rural nonfarm economy – Opportunities and threats in the developing world*. Baltimore: John Hopkins University Press.

Département des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales. *World Urbanization Prospects*. 2018. <https://population.un.org/wup/Download/>.



### ENCADRÉ 1: Les villes cachées du continent africain

On assiste à une augmentation spectaculaire des populations urbaines en Afrique: de 27 millions de personnes en 1950, elles sont passées à 567 millions en 2015. Étant donné que le continent conservera la croissance urbaine la plus rapide au monde, les villes africaines accueilleront 950 millions de personnes supplémentaires au cours des 30 prochaines années.

Les données officielles dissimulent pourtant d'importants faits nouveaux concernant la répartition de la population dans les agglomérations urbaines. D'après une étude récente de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 97 pour cent des zones urbaines africaines comptent moins de 300 000 habitants. La base de données Africapolis de l'OCDE révèle par ailleurs l'existence de centaines d'agglomérations urbaines qui ne sont pas reprises dans les statistiques officielles dans des zones que l'on considère généralement comme étant rurales. L'ampleur du phénomène est saisissante et ne concerne pas seulement les petites villes ou les banlieues des grandes villes, mais les agglomérations de toutes tailles. Certaines comptent plus d'un million d'habitants. Il s'agit en fait d'une augmentation des agglomérations de population *in situ* dans les zones rurales. D'après l'OCDE, «l'étendue de l'urbanisation *in situ* sur le continent africain remet aussi en question le rôle moteur que l'on continue d'attribuer à l'exode rural et aux migrations résidentielles dans la croissance urbaine». D'ailleurs, dans beaucoup de zones critiques d'urbanisation qui existent actuellement, c'est précisément l'absence de migrations rurales (ou leur faible niveau) qui stimule le développement des agglomérations rurales. En d'autres termes, la transformation économique présente des défaillances qui dissuadent les habitants des zones rurales de s'installer en ville.

**Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE.** 2020. *Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020: Africapolis, une nouvelle géographie urbaine*. Cahiers de l'Afrique de l'Ouest. Éditions OCDE. Paris. <https://doi.org/10.1787/481c7f49-fr>.

10. Les données relatives à l'insécurité alimentaire vont dans le sens des chiffres de la pauvreté: d'après l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES), l'un des indicateurs liés aux ODD, la prévalence de l'insécurité alimentaire est inversement proportionnelle à la taille des agglomérations urbaines (figure 3)<sup>10</sup>.

<sup>10</sup> **Stamoulis K.G. et DiGiuseppe, S.** 2020. *Economic transformation and food security: spatial and gender perspectives*. Publication à paraître, FAO, Rome. Les groupements de pays renvoient aux définitions de Gallup, qui ne correspondent pas nécessairement à celles du Département des affaires économiques et sociales ou de l'OCDE. Pour en savoir plus sur le FIES, consulter les éditions 2019 et 2020 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* (FAO, FIDA, OMS, PAM, UNICEF), qui présentent les résultats en matière d'insécurité alimentaire en milieu urbain et en milieu rural.

Figure 3: Prévalence de l'insécurité alimentaire grave par taille d'agglomération de population et par sexe (hors pays à revenu élevé)

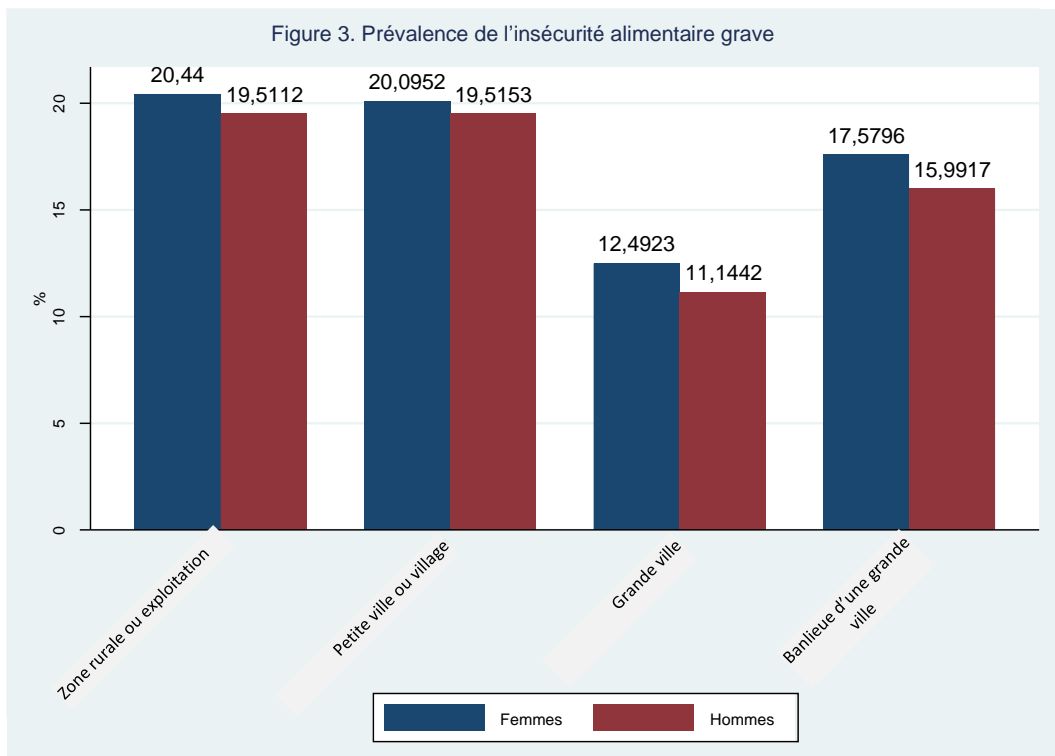
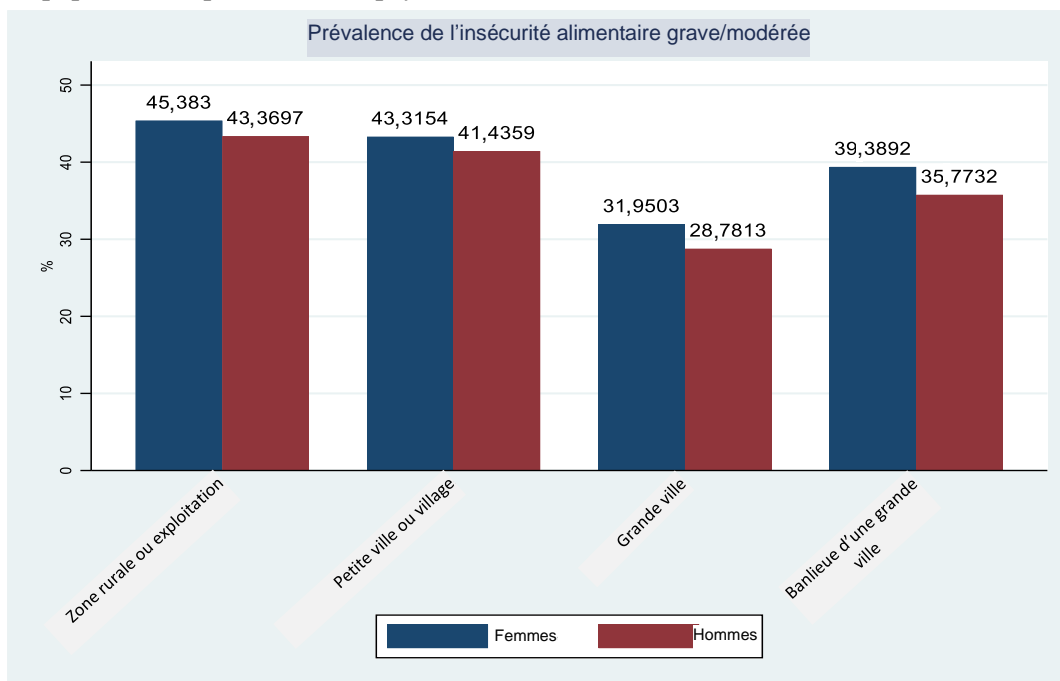


Figure 4: Prévalence de l'insécurité alimentaire modérée et grave (combinée) par taille d'agglomération de population et par sexe (hors pays à revenu élevé)



### III. Relever les défis sous l'angle des territoires fonctionnels: une nouvelle manière de travailler

11. Du point de vue des systèmes alimentaires, on peut envisager le territoire espaces ruraux/petits espaces urbains comme une zone fonctionnelle où s'opère la majorité des activités liées au système alimentaire.

- On trouve y la plupart des consommateurs de produits alimentaires.
- C'est également là que vit la plus grande partie des populations touchées par la pauvreté et l'insécurité alimentaire.
- On y produit l'essentiel des produits alimentaires, et une part considérable de la nourriture consommée provient très probablement de petites exploitations.
- On retrouve des composantes importantes des systèmes alimentaires dans les petits centres urbains (autorités locales, petites et moyennes entreprises fournissant des intrants et des outils, services de vulgarisation, ressources vétérinaires, services de vente et de réparation de machines, services logistiques, commerçants et transporteurs faisant le lien entre exploitations et marchés de gros régionaux ou nationaux, et une grande partie des activités de transformation alimentaire).
- Il s'agit d'une base plus étendue pour la mobilité physique, économique et sociale des populations pauvres et d'une «première étape vers la migration»<sup>11</sup>.

12. En raison de la proximité entre les espaces ruraux et urbains dans l'interface zones rurales/petites villes, les opérations menées dans le «système agroalimentaire» pour assurer le bien-être des populations rurales et urbaines auront un effet de contagion: les mesures adoptées en milieu urbain (par exemple en faveur de la nutrition) influenceront sur l'agriculture et le bien-être en milieu rural, et inversement. Le développement de l'agriculture dans les zones rurales peut tirer parti de l'économie des agglomérations et des services fournis dans les petites villes tout en faisant baisser les prix et en améliorant l'accès à l'alimentation et à la nutrition. Par ailleurs, ce territoire offre également des possibilités d'emploi en dehors de l'agriculture, notamment dans les secteurs du tourisme, de l'énergie et de la gestion des ressources naturelles.

13. Quelques avertissements importants sont néanmoins à mentionner. Il est évident que les activités liées aux systèmes alimentaires mondiaux sont loin de se cantonner à l'interface zones rurales/petites villes. La croissance urbaine dans les grandes villes offre à l'agriculture des possibilités de développement stratégique des marchés. Cela étant, les territoires fonctionnels sont en première ligne des systèmes alimentaires et sont des zones sensibles s'agissant de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans le monde. Les interactions que l'on observe dans ce «territoire fonctionnel» sont dynamiques et évoluent selon la vitesse d'urbanisation, tout comme l'agriculture et le système alimentaire. La proximité et les relations au sein du territoire fonctionnel indiquent qu'il faudrait un ensemble intégré de politiques et d'investissements qui soient susceptibles de stimuler une croissance inclusive dans les composantes rurales et urbaines du système alimentaire et qui exploitent les synergies et les solutions avantageuses pour tous tout en tenant compte des éventuels arbitrages, notamment en ce qui concerne l'environnement et l'utilisation durable des ressources. Enfin, les territoires fonctionnels ruraux/urbains sont bien intégrés aux plans économique et social, mais pas au sein des systèmes de gouvernance. Par exemple, un seul territoire fonctionnel peut être composé de trois, quatre ou six différents districts ou municipalités. Il est à noter que la mise en place de plateformes ou de mécanismes appropriés contre le cloisonnement et la concurrence pour les ressources représente un défi important.

<sup>11</sup> Bert I., Christiaensen, L., De Weerd, J. et Kanbur, R. 2017. *Why Secondary Towns Can Be Important for Poverty Reduction. A Migrant's Perspective*, Banque mondiale (en ligne). Document de travail de recherche sur les politiques n° 8193, <http://documents.worldbank.org/curated/en/788721505317450769/pdf/WPS8193.pdf>



#### **IV. Transformer les systèmes alimentaires et l'agriculture dans les territoires fonctionnels: aspects liés à l'agenda alimentaire urbain de la FAO**

14. En 2019, la FAO a présenté son Cadre d'action pour l'agenda alimentaire urbain<sup>12</sup> à Rome et à New York. Il s'agit d'une stratégie adoptée à l'échelle de l'Organisation pour faire face aux exigences liées à la mise en œuvre du nouvel agenda urbain en assurant la résilience des systèmes alimentaires ainsi qu'une bonne nutrition. L'agenda alimentaire urbain mobilise avant tout des actions aux niveaux infranational et local et vient renforcer les mesures et initiatives nationales existantes. Il oriente les efforts intégrés déployés par les secteurs, les acteurs et les autorités en éliminant les cloisonnements et en préconisant une approche systémique au moyen de stratégies fondées sur des solutions territoriales.

15. L'agenda alimentaire urbain s'appuie sur sept grands axes de soutien (GAS) qui constituent l'approche 3E (Établir, Exécuter, Étendre), avec laquelle la FAO et ses partenaires aident les gouvernements à: i) établir un cadre d'action fondé sur des éléments concrets qui favorise l'augmentation des investissements et leur efficacité au moyen de lois, de règlements, de principes de gouvernance et du renforcement des pouvoirs des institutions (GAS 1 et 2); ii) exécuter des mesures visant à promouvoir la mise en place de systèmes alimentaires durables adaptés aux différents contextes, notamment par la voie de chaînes d'approvisionnement plus courtes, de systèmes de protection sociale, d'achats publics de produits alimentaires non sélectifs, de services de vente au détail d'aliments sains, d'un meilleur accès aux espaces verts et d'une réduction des pertes et gaspillages de nourriture (GAS 3, 4, 5 et 6) (dans un tel cadre, le rôle dynamique des petites villes est pris en compte); iii) étendre les bonnes pratiques grâce aux échanges d'informations entre les villes et à un appui à la mise en œuvre par l'intermédiaire de la coopération Sud-Sud, de la coopération Nord-Sud et de la coopération triangulaire. L'objectif est de créer un effet domino au sein des pays et à l'échelle internationale.

16. L'agenda pour l'alimentation urbaine est en cours de mise en œuvre dans plusieurs villes (y compris dans des villes métropolitaines, moyennes et petites) de plus de 20 pays sous la forme d'un large éventail de programmes, de projets et d'initiatives élaborés et exécutés en partenariat avec différentes parties prenantes: société civile, universités, système des Nations Unies et organisations internationales, réseaux urbains et organismes publics et privés intéressés.

17. Pour mettre en place une «approche fondée sur les territoires fonctionnels», il est essentiel de mieux comprendre la fonction et la structure des systèmes alimentaires et agricoles. Des campagnes de sensibilisation et la production d'informations et de connaissances sont un moyen de renforcer les capacités des gouvernements locaux et d'autres «acteurs» pour ce qui est de prendre des mesures.

18. Les villes de petite taille et de taille moyenne peuvent influencer l'agriculture locale en raffermissant les relations avec l'arrière-pays rural grâce à la stimulation de l'offre et de la demande locales de produits alimentaires (en particulier ceux qui proviennent des agriculteurs familiaux et des petits producteurs), à des chaînes d'approvisionnement plus courtes et à la préservation ou au développement de la diversité dans la filière d'approvisionnement alimentaire et les circuits de distribution (du producteur au consommateur).

19. Il est important de commencer par sensibiliser les consommateurs à l'intérêt d'une alimentation écologiquement viable et nutritive et d'exploiter les bons outils pour veiller à ce que ces aliments soient durables et accessibles (fixation des prix, étiquette à l'avant du paquet, indications quant à l'origine géographique, etc.). Les achats publics peuvent jouer un grand rôle à cet égard (encadré 2).

<sup>12</sup> <http://www.fao.org/3/ca3151fr/CA3151FR.pdf>

**Encadré 2: Tirer parti des achats publics de produits alimentaires pour faciliter la transformation de l'agriculture**

L'une des principales caractéristiques des programmes d'achats publics de produits alimentaires est qu'ils peuvent définir les choix en ce qui concerne les achats de nourriture et la manière dont ceux-ci seront réalisés, préciser qui produira ces aliments et comment ils seront livrés, conservés et préparés, et définir le mode de traitement des déchets. Concrètement, ces programmes favorisent: une alimentation nutritive, saine et conforme à la culture des consommateurs; une production biologique ou agroécologique qui génère moins d'émissions de gaz à effet de serre et accroît l'agrobiodiversité; la participation des petits agriculteurs, des jeunes, des femmes et des populations autochtones et l'appui à l'économie locale lorsque les aliments sont transformés et distribués localement. Il s'agit par conséquent d'un instrument majeur qui permet de renforcer les territoires fonctionnels en privilégiant l'offre et les filières d'approvisionnement locales, ce qui a pour effet de créer de l'emploi et des revenus.

**Swensson, L.F.J. et Tartanac, F.** 2020. «Public food procurement for sustainable diets and food systems: The role of the regulatory framework». *Global Food Security* n° 25 (2020).

**FAO.** *City Region Food System Program, reinforcing rural-urban linkages for resilient food systems*, non daté.

<http://www.fao.org/in-action/food-for-cities-programme/pilotcities/medellin/en/>.

20. Il faut accorder une plus grande place à ces territoires zones rurales/petits espaces urbains en exploitant l'agenda alimentaire urbain. Ces petites villes, et les municipalités ou districts ruraux, plus petits encore, qui les entourent, ont besoin d'une aide spécialisée pour participer aux rencontres régionales et mondiales consacrées à l'élaboration des programmes.

21. Les liens entre les petites villes et leurs «lignes de partage» peuvent être renforcés par des infrastructures et des politiques visant à mettre en relation les producteurs, les entreprises de transformation agro-industrielles et les services auxiliaires, ainsi que d'autres acteurs de la chaîne de valeur alimentaire. Les couloirs agricoles, qui relient les zones de production aux petits centres urbains, sont un exemple de ce genre d'approche. L'enjeu consiste à attirer des investissements pour créer des possibilités d'emploi dans le territoire fonctionnel.

22. Les petites villes et les espaces qui les entourent peuvent servir de centres d'innovation et, de ce fait, stimuler la création de petites et de moyennes entreprises agricoles et non agricoles et promouvoir l'emploi. Les partenariats public-privé déboucheront sur la mise en place d'écosystèmes technologiques et entrepreneuriaux qui répondront, entre autres, à la demande croissante de produits et de services biologiques et agroécologiques (encadré 3).

**Encadré 3: Programme de gestion durable des déchets organiques solides à Nonthaburi**

La municipalité de Nonthaburi, située à 20 km de Bangkok, compte plus de 250 000 habitants. Du fait de sa proximité avec Bangkok, elle est considérée comme faisant partie de la zone métropolitaine de la ville. Dans le cadre du projet de gestion durable des déchets organiques solides qu'elle a mis sur les rails en 2001, la municipalité a construit une usine de compostage et établi un plan de gestion intégrée des déchets prévoyant des services de collecte différenciée (humide/sec) auprès de gros producteurs de déchets organiques tels que les marchés, les restaurants et les hôtels. Plus de 40 pour cent des 340 tonnes de déchets solides générées quotidiennement dans la ville sont des déchets organiques; l'usine reçoit en moyenne 6 mètres cubes de déchets par jour et produit 5 tonnes d'engrais organiques par mois. Ces engrais sont vendus aux agriculteurs des environs à un prix abordable. L'initiative a permis de réduire la contamination des sources d'eau, et surtout du delta du fleuve Chao Phraya.

Disponible en ligne: [http://assets.fsnforum.fao.org.s3-eu-west-1.amazonaws.com/public/discussions/contributions/CityRegionFoodSystems\\_Online%20Final.pdf](http://assets.fsnforum.fao.org.s3-eu-west-1.amazonaws.com/public/discussions/contributions/CityRegionFoodSystems_Online%20Final.pdf).

23. Il faut mettre en place des régimes de gouvernance qui facilitent le fonctionnement des systèmes alimentaires d'un côté à l'autre des frontières politiques et administratives en améliorant la coordination entre les différentes administrations locales présentes sur un même territoire fonctionnel, de même que la coordination entre les agents des marchés dans les secteurs ruraux et urbains du système alimentaire (encadré 4).

#### **Encadré 4: La gouvernance alimentaire dans le district rural/urbain de Kisumu, au Kenya**

En 2019, le district de Kisumu (y compris la ville de Kisumu, dont la population avoisine les 400 000 personnes, et les zones rurales – Ahero, Muhoroni, Nyakach et Seme –, qui rassemblent 715 000 habitants) a commencé à travailler à la mise en place d'un mécanisme de gouvernance alimentaire multisectoriel et multipartite en vue de renforcer les relations entre zones urbaines et zones rurales dans le district. Cette ville secondaire du Kenya montre que la frontière qui sépare les espaces urbains, périurbains et ruraux est très mince. Les liens en les zones urbaines et les zones rurales apparaissent clairement dans la circulation des personnes qui vivent en milieu rural et vont travailler en ville, la circulation des intrants agricoles des zones urbaines vers les zones rurales, et l'arrivée en ville de produits alimentaires (riz, produits laitiers, volaille, fruits et légumes, par exemple) provenant des zones rurales. Le mécanisme s'efforce actuellement de comprendre les lacunes dont souffrent les systèmes alimentaires et de développer la stratégie relative aux systèmes alimentaires en vue de raccourcir les filières d'approvisionnement, de promouvoir l'alimentation autochtone locale et de créer des possibilités d'emploi.

24. Les alliances entre les gouvernements locaux peuvent être un moyen décisif de repérer et de coordonner les investissements qui contribueront à un développement territorial intégré, et il est fondamental de veiller à ce que ces processus se fondent sur l'inclusivité et la participation, plutôt que sur la concurrence et la prédation (encadré 5).

#### **Encadré 5: La covid-19 dans les petites villes**

La pandémie de covid-19 et les mesures de confinement qui ont été prises pour l'enrayer ont mis en évidence la fragilité de nos systèmes alimentaires. Le confinement a empêché les pauvres de gagner un revenu quotidien, interrompu les programmes d'alimentation scolaire et fait monter les prix des aliments dans de nombreux endroits. Du fait de la proximité entre la production et la consommation des aliments qui les caractérisent, la production locale de nourriture et les chaînes d'approvisionnement courtes sont considérées comme des armes essentielles pour ce qui est de prévenir d'éventuelles pénuries. En avril 2020, la FAO a diffusé un questionnaire afin de mieux comprendre comment les municipalités s'y sont prises pour faire en sorte que les systèmes alimentaires continuent de fonctionner pendant la pandémie de covid-19. Parmi les 860 villes (petites, moyennes ou grandes) et villages qui y ont répondu, on constate que c'est dans les petites villes (moins de 300 000 habitants) que s'est opéré l'essentiel des déplacements des citoyens vers les zones rurales pendant les périodes de confinement, signe de la «perméabilité» au sein du territoire.

Des pénuries sont néanmoins aussi apparues en raison de l'orientation des filières d'approvisionnement alimentaire vers les grandes villes. Tout ceci montre qu'il faut s'efforcer de mieux relier les économies alimentaires territoriales pour leur permettre de mieux résister aux crises.

25. Que peut-on faire pour raffermir les liens entre l'agenda alimentaire urbain et d'autres initiatives de la FAO? Les stratégies de réduction de la pauvreté prévues par l'Initiative Main dans la main, qui passent par le développement des chaînes de valeur, l'inclusion des pauvres, la mobilisation de ressources et le développement des investissements, sont fondamentales dans le cadre de l'agenda alimentaire urbain. Les systèmes alimentaires doivent s'adapter à la croissance des villes et à l'évolution simultanée des régimes alimentaires, qui dépend des relations entre zones urbaines et zones rurales et de l'influence exercée sur le comportement des consommateurs.

26. L'initiative de la FAO en faveur du développement des villes vertes renforcera les moyens d'existence et le bien-être des populations urbaines et périurbaines de 1 000 villes du monde entier en leur assurant l'accès à une alimentation saine et nutritive, en améliorant la résilience des zones urbaines face aux perturbations extérieures et en contribuant à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ses effets. Les gouvernements locaux et les communautés seront en mesure d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies, des mesures et des plans d'investissements qui tiennent compte du contexte en vue de procéder à la conception et à la gestion intégrées d'infrastructures vertes multifonctionnelles, résilientes et durables et de développer les technologies, l'innovation et les investissements verts au service de systèmes alimentaires urbains qui soient écologiquement viables, résistants, inclusifs et verts et qui tiennent compte de l'économie circulaire.